



PRÉFET DE L'OISE

REÇU LE 15 JUIN 2012

Arrêté du 4 juin 2012 abrogeant l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2009 mettant en demeure la société ONDEO Industrial Solutions de respecter dans son établissement de Villers Saint Paul certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de La Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les actes administratifs antérieurs délivrés à la société ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2009, faisant suite au rapport de l'inspection des installations classées du 3 septembre 2009, mettant en demeure la société ONDEO Industrial Solutions de respecter dans son établissement de Villers Saint Paul, certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 avril 2012, faisant suite à la visite du site effectuée le 17 avril 2012, portant notamment sur la levée de la mise en demeure du 21 septembre 2009 susvisée ;

Vu le courrier du 24 avril 2012 adressé à la société ONDEO Industrial Solutions par l'inspection des installations classées, l'informant de la levée de la mise en demeure susvisée ;

Considérant les intérêts visés à l'article L.511-1 du livre V – titre I<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

Considérant le rapport du 24 avril 2012 de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite effectuée le 17 avril 2012, portant notamment sur le récolement de l'arrêté de mise en demeure du 21 septembre 2009 ;

Considérant le courrier adressé le 24 avril 2012 à la société ONDEO Industrial Solutions par l'inspection des installations classées, l'informant de la levée de la mise en demeure du 21 septembre 2009 susvisée ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

## A R R Ê T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure délivré le 21 septembre 2009 à la société ONDEO Industrial Solutions pour son établissement de Villers Saint Paul sont abrogées.

### ARTICLE 2 :

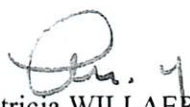
En cas de contestation la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens dans le délai de 2 mois.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Villers Saint Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 4 juin 2012

pour le préfet,  
et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Patricia WILLAERT

Destinataires

Société ONDEO Industrial Solutions

M<sup>me</sup> le sous-préfet de Senlis

M. le maire de Villers Saint Paul

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. l'inspecteur des installations classées

S/c de M. le chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie